

LA GLOBALISATION ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Marek KWIEK¹

La question du rôle de l'enseignement supérieur dans la société et la culture d'aujourd'hui est liée, dans cet article, à deux processus parallèles: la remise en question de l'État nation à l'âge global et la décomposition graduelle de l'État providence dans la majorité des pays de l'OCDE. Ce qui se passe actuellement est tout d'abord une redéfinition majeure des responsabilités générales de l'État vis-à-vis du type classique de la société, caractérisé par l'État providence et ensuite une révision majeure dans la réflexion au sujet du rôle de l'État dans la politique et l'économie contemporaines, provoquée par les processus de la globalisation (et d'où le possible écroulement de État-nation). L'université moderne, inspirée du modèle allemand, sous la forme dans laquelle elle existe en Europe est affectée de manière évidente par ces deux processus. Le but de cet article est d'analyser l'enseignement supérieur dans ce contexte particulier.

INTRODUCTION

Dans cet article, la question du rôle de l'enseignement supérieur en général et de l'université en particulier dans la société et la culture contemporaines, est en relation avec deux processus parallèles: premièrement, la remise en question du rôle de État-nation à l'âge global et deuxièmement, la décomposition graduelle de l'État providence dans la majorité des pays de l'OCDE. Le premier thème est beaucoup plus historique et philosophique; le second, beaucoup plus sociologique et orienté vers les politiques publiques. Le point de départ qui est assumé est que l'université dans sa forme moderne a été directement reliée à l'invention politique du vingt-et-unième siècle de État-nation et que l'université à la fin de la dernière moitié du vingtième siècle a été de plus en plus dépendante de État providence comme il a commencé à passer progressivement de ses élites à ses masses (et dans les prévisions courantes) à son modèle de participation quasi-universelle. Ce qui se passe maintenant représente, en termes très généraux, premièrement une redéfinition majeure des deux responsabilités générales de État par rapport à la société, d'après le modèle connu de État providence et, deuxièmement, une révision majeure de la réflexion au sujet du rôle de État dans la politique et l'économie contemporaines provoqué par les processus de la globalisation (et d'où la possible disparition de État-nation).

Peu d'institutions dans le monde contemporain sont affectées, en même temps, par les deux reconfigurations puisque peu d'institutions ont été dépendantes de si près des deux paradigmes fondamentaux, État providence et État-nation. Certainement, une de celles-ci est l'université moderne inspirée du modèle allemand, sous la forme dans laquelle elle existe en Europe, ainsi qu'aux États-Unis, avec quelques modifications (Lucas, 1996).

Comme l'affirme une publication américaine récente, **The Challenges and Opportunities Facing Higher Education: An Agenda for Policy Research**, dans ses conclusions: "Premièrement, les politiques pour la future décennie ne peut pas être façonnée avec succès en réglant avec précision des politiques qui sont actuellement en place; les décideurs politiques nécessitent une approche conceptuelle entièrement nouvelle aux structures des politiques et par la suite aux composantes individuelles des politiques. Deuxièmement, les politiques - et les recherches sur les politiques - doivent être conçues de manière holiste. Bien que les politiques soient censées être mises en pratique peu à peu, elles doivent être conçues dans le contexte d'une perspective plus générale" (Jones, Ewell, *et alii.*, 1999, p. 25). Cet article essaie de fournir cette perspective plus générale, l'existence de la question principale de l'impact possible de la globalisation sur l'enseignement supérieur, ou, dans la forme tranchante présentée par l'éditeur de cette publication, la globalisation comme un nouveau paradigme pour les politiques d'enseignement supérieur.

Le point le plus général de départ est la conclusion qu'il sont arrivés de moments difficiles pour les enseignement supérieur du monde entier. Ce n'est pas accidentel qu'après la fin de la Guerre Froide, la chute subite du communisme dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Est, et avec l'étendue supplémentaire des économies de marché et des visions économiques néo-libérales dans le monde entier, des institutions d'enseignement supérieur publiques, et les universités en particulier, se retrouvent en état de siège à l'échelle mondiale. Les problèmes actuels de l'enseignement supérieur publique sont en rapport direct avec les problèmes beaucoup plus profonds que connaît le secteur public en général.

Le financement et la gestion des institutions d'enseignement supérieur ont figuré en première place de l'agenda mondial dans les années 1990. De manière intéressante, les modèles de réforme et les directions suivies étaient similaires dans des pays avec des systèmes politico-économiques différents et des traditions de l'enseignement supérieur différentes, pour ne pas mentionner leurs niveaux technologiques et leurs perspectives culturelles différents (Johnstone, 1998). Indépendamment du niveau de prospérité fiscale auquel on peut s'attendre, la conclusion générale qui a été exprimée dans les nombreux rapports récents sur les politiques d'enseignement est qu'il arriveront des moments difficiles pour les institutions d'enseignement et leurs facultés (Hovey, 1999; Finn, 2000). Les budgets vont être réduits, le soutien de l'État, déjà petit, risque de s'amoindrir encore plus, à cause d'autres nécessités sociales énormes, de l'universalisation de l'enseignement supérieur, de son étendue, diversité et nombres, et à cause de l'accentuation de l'insatisfaction sociale par rapport à la sphère publique en général, y inclus l'enseignement supérieur, (comme Philip G. Altbach (1997:315) écrivait récemment en faisant référence aux corps enseignant universitaire: "l'âge d'or' de la profession [universitaire]... est arrivé à sa fin."

Donc la direction globale prise par les gouvernements autour du globe, avec des soutiens intellectuels énormes fournis par les organisations internationales (voir, par exemple, OCDE, 1987, 1989, 1990, 1998; La Banque Mondiale, 1994, 1997) est celle de promouvoir l'éducation permanente pour tous et une participation quasi-universelle dans les institutions d'enseignement supérieur de plus en plus orientées vers le marché

et financièrement indépendantes. Cette direction est très explicite actuellement. Comme Harold A. Hovey l'affirme dans un rapport pénétrant, **State Spending For Higher Education in the Next Decade: The Battle to Sustain Current Support**, l'enseignement supérieur aux États-Unis ne rivalise généralement pas avec succès les attractions d'autres demandes sur les dépenses de État Selon l'auteur, "la question sous-jacente au sujet des dépenses sera si, à la limite, les dépenses pour l'enseignement supérieur auront plus d'effet que les dépenses pour les autres programmes. Cette question sera soulevée dans une dimension politique avec les conséquences électorales restrictives de réductions des coûts dans l'enseignement supérieur comparées avec les réductions dans les écoles publiques, les fournisseurs de soins médicaux, et autres agissant dans le cadre des politiques de État" (Hovey, 1999, p. 17). En général, les prévisions fiscales pour ce qui est des dépenses pour l'enseignement supérieur publique sont mauvaises; dans ce cas, même le fait de maintenir tout simplement le niveau courant des services aux États-Unis paraît très difficile.

REPENSER L'ÉTAT ET SON RAPPORT AVEC L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Donc, pour offrir une perspective élargie, les processus de la globalisation et la forte compétition internationale ont inclus de nouveau sur l'ordre du jour mondial la question du rôle de État dans le monde contemporain. Comme la publication de la Banque Mondiale, **The State in a Changing World** (1997) affirme dans son paragraphe introductif:

Autour du globe, État est dans la lumière des projecteurs. Les développements de grande envergure dans l'économie globale nous forcent à revoir des questions basiques au sujet du gouvernement: quel devrait être son rôle, ce qu'il peut et ne peut pas faire, et comment le faire le mieux (1997, p. 1).

Il faut comprendre que le fait de repenser l'université aujourd'hui est inséparable de celui de repenser en premier État, étant donné que l'université moderne a été mise, par ses fondateurs philosophiques allemands, à la disposition de État-nation et, deuxièmement, l'université est traditionnellement une importante consommatrice de revenus publics. Donc, le fait de repenser État se déplace dans deux directions parallèles: État-nation d'aujourd'hui et État providence d'aujourd'hui. Les deux idées sont clairement liées à l'institution moderne de l'université, et la remise en cause fondamentale des deux auront sûrement un effet sur celle-ci. État est perçu de plus en plus généralement plutôt dans un contexte global comme un "animateur", un "régulateur", un "partenaire" et un "catalyseur" que comme un fournisseur direct de croissance ou de services sociaux. Ce qui est évoqué c'est une redéfinition des responsabilités de État envers la société et un haut niveau de sélectivité quant aux activités censées être financées par l'argent publique. "Choisir ce qu'on doit faire et ce qu'on ne doit pas faire est critique", l'affirme la publication de la Banque Mondiale - et dans ce contexte, des moments difficiles s'annoncent à l'échelle mondiale pour l'enseignement supérieur.

La publication de l'OCDE de 1998, **Redefining Tertiary Education**, parle d'un "changement fondamental" et d'un "nouveau paradigme" de l'enseignement supérieur pour tous, ainsi que d'un "changement historique" et d'un "changement culturel". L'auteur est complètement d'accord avec la déclaration que "c'est une époque de la recherche, du questionnement, et dans des temps d'incertitude profonde, de nombreuses réformes et tentatives de renouvellement de l'enseignement tertiaire" (OCDE, 1998, pp. 3, 37, 20, 15). On ne peut pas répondre à la question de l'université d'aujourd'hui dans l'isolement, bien que cette question aille main dans la main avec les questions des changements culturels et de civilisation provoqués par l'Internet et la technologie de l'information, avec les questions au sujet de la globalisation, de l'État providence, de l'État-nation, etc.

Par suite de tous ces changements, il peut arriver que certaines activités traditionnelles perçues comme appartenant à la sphère de la responsabilité sociale de l'État ne peuvent plus être perçues de la même manière. L'enseignement supérieur représente certainement une question sérieuse dans ce contexte, en particulier quant à une tendance suggérée dans les politiques publiques à subventionner plutôt des consommateurs que des fournisseurs, c'est-à-dire les étudiants plutôt que les institutions d'enseignement supérieur (ou "la perspective du client" dans la terminologie de l'OCDE) aussi bien qu'un changement pas seulement éloigné du gouvernement, mais aussi éloigné des mêmes institutions d'enseignement supérieur et de leurs facultés vers leurs "clients" (Johnstone, 1998, p. 4).

Il y a donc des indications manifestes que l'État-nation en tant que projet politique et culturel bat en retraite dans les milieux déterminés par les processus de la globalisation, qui elle-même constitue un sujet chaud de débat. Comme l'affirmait récemment Dani Rodrik (1997, p. 9), économiste politique américain d'envergure, "nous devons [être] francs au sujet de l'irréversibilité d'un grand nombre de changements qui se sont produits dans l'économie globale.... A court terme, les génies ne pourront pas être renvoyés à l'intérieur de la lampe, même si cela serait désirable. Nous aurons besoin de réponses plus imaginatives et plus subtiles". Les réponses de ce genre sont également requises dans le domaine des questions de politiques de l'enseignement supérieur.

Le capital, les marchandises, les technologies, l'information et les gens traversent les frontières de manières qui étaient inimaginables il y a seulement quelques années. Le pouvoir de l'État en tant que tel est défini de plus en plus comme une simple administration et moins comme une gouvernance des esprits (nationaux)². Les sociologues décrivent la situation actuelle comme un "déplacement partiel de certaines composantes de la souveraineté de l'État aux autres institutions, des entités supranationales au marché global du capital" (Sassen, 1996, p. xii; Sassen, 1998). Le potentiel déclin des États-nation implique des conséquences sociales, économiques et politiques d'une nature globale. Susan Strange écrit dans son livre, **The Retreat of the State**, que l'État subit une métamorphose et qu'"il ne peut plus prétendre aux sollicitations et demandes exceptionnelles qu'il ait fait une fois. Il est en train de devenir, une fois de plus et comme dans le passé, juste une autre source d'autorité parmi d'autres, avec des pouvoirs et des ressources limités" (Strange, 1996, p. 73). Martin Albrow (1996, p. 164) va même plus loin lorsqu'il affirme que "la société et l'État-nation

se sont séparés". Donc, l'identité nationale semble cesser de jouer un rôle crucial dans les vies sociales des pays contemporains développés techniquement et libres à l'époque moderne tardive. Et encore, il faut se rappeler le fait que l'identité nationale a contribué à la fondation de l'université moderne dans sa formulation allemande.

L'OBSOLESCENCE DE L'UNIVERSITÉ HUMBOLDTIENNE

Il s'impose de poser deux questions. Est-ce que la transition actuelle à la modernité tardive et à l'âge de l'information aussi bien que le déclin du rôle de État-nation et le pouvoir croissant des processus de globalisation et la décomposition de État providence signifient que la reformulation radicale de la mission sociale de l'université est inévitable? Sera-t-elle l'université en mesure (en Amérique du Nord tout comme en Europe Centrale) de traverser la crise transitoire de la confiance publique et de ses valeurs de base ainsi que la crise dramatique de sa propre identité dans un ordre global radicalement nouveau? Est-ce que les processus de "corporatisation" de l'université et l'évaluation de ses activités en termes économiques plutôt qu'éducationnels sont obligatoires face à la globalisation et à ses pratiques sociales? Doit-on chercher la réponse à la baisse de la confiance publique et la baisse du soutien financier de État dans les nouvelles idées (en reformulant une nouvelle fois les fondations philosophiques de l'université moderne) ou dans la nouvelle gestion? De manière assez surprenante, ces questions ont une égale signification pour l'Amérique du Nord et pour l'Europe centrale et de l'Est dans sa période de transformations sociales et économiques majeures (Kwiek, 2001). La signification des transformations subies par les universités à l'âge de la globalisation ne peut pas complètement être relevée à l'extérieur du contexte des changements que l'ordre économique, État providence, et État-nation subissent actuellement.

L'université moderne est le résultat du travail intellectuel des philosophes allemands: de Kant et Fichte à Schleiermacher et Wilhelm von Humboldt (Blackwell, 1991; Röhrs, 1995). Son concept est relativement nouveau et est né avec la montée des aspirations nationales et la montée de la signification des États-nation au vingt-et-unième siècle. Un pacte tacite établit entre le pouvoir et la connaissance, d'un côté, a offert aux scientifiques des possibilités institutionnelles sans précédent et, de l'autre, les a obligés de supporter la culture nationale et de contribuer au façonnement des sujets nationaux, les citoyens des États-nation. L'alliance entre la connaissance moderne et le pouvoir moderne a engendré les fondations de l'institution moderne de l'université.

La place, la fonction sociale et le rôle de l'université comme une des institutions les plus considérables de la modernité étaient déterminé clairement à cette époque. Mais actuellement on sait plus quelle est la place exacte de l'université dans la société, vu que la société elle-même a changé. Comme le faisait remarquer le regretté Bill Readings (1996, p. 2) dans ses réflexions extraordinaires sur "l'université post-historique":

... le rôle social élargi de l'Université en tant qu'institution est maintenant à prendre. Il n'est plus clair quelle est la place de l'Université dans la société ni quelle est la nature exacte de cette société.

L'incertitude concernant la future place de l'institution de l'université dans la culture grandit progressivement avec les changements structurels qui se produisent dans l'économie et la politique aujourd'hui. État-nation en tant que projet politique et culturel paraît se trouver en déclin dans l'environnement déterminé par la globalisation³. On pourrait risquer de faire l'affirmation suivante: à l'époque de la globalisation, l'identité nationale cesse d'être le lien social le plus important et par conséquent sa production, culture et inculcation - c'est à dire les idéaux qui se retrouvent derrière le projet moderne de l'université comme il a été conçu par ses fondateurs, les intellectuels allemands - cesse d'être une tâche sociale cruciale (Kwiek, 2000).

L'université, dans sa forme moderne traditionnelle, n'est plus un partenaire de État-nation; par conséquent, avec le déclin de la modernité comme projet social, politique et culturel (Kwiek, 1996 et 1999), le rôle politique et économique de État-nation diminue dans la circulation globale de capital. Et le rôle décroissant de État va main dans la main avec le rôle décroissant de son bras idéologique moderne - l'université⁴. Pendant que ces transformations sont facilement perceptibles dans l'économie et la politique⁵, la situation est un peu différente à l'autre pôle du rapport pouvoir/savoir, celui de la connaissance. Le pouvoir et son caractère sont changés et par conséquent, la connaissance et son caractère sont changés par nécessité.

La conscience du fait que l'université, inventée et proposée au monde par les penseurs allemands du vingt-et-unième siècle, est par conséquent un produit culturellement et historiquement déterminé est de plus en plus répandue. Rien ne détermine en avance sa forme, ses buts et ses fonctions, ainsi que les attentes à son égard et les exigences qui lui sont imposées par la culture et la société dans lesquelles elle est immergée. L'université dans sa forme moderne est un enfant de la modernité; il grandit avec la modernité et est assujettie aux transformations politiques, économiques et sociales comme toute autre institution (moderne) (Kwiek, 2000). Ou, comme Peter Scott écrivait récemment, "[la] globalisation est peut-être le défi le plus fondamental auquel s'est confrontée l'université dans sa longue histoire... plus grave même que le défi soulevé par le totalitarisme dans notre siècle" (Scott, 1999: 35).

Les nouvelles conjonctures culturelles, sociales, politiques et économiques provoquées par la globalisation paraissent exiger une langue totalement nouvelle qui, assez clairement, n'est actuellement à la disposition de personne. Donc les vieilles mesures et vocabulaires continuent d'être utilisées pour décrire des phénomènes du nouveau monde (du "nouvel ordre global" ou du "nouveau désordre global", comme le caractérisent certains critiques). En général, on s'accorde sur le fait que la globalisation, en tant qu'ensemble élargi de pratiques sociales et économiques, présente à notre monde social une toute nouvelle qualité: "un sens de rupture avec le passé [qui] envahit la conscience publique de notre temps", comme le fait remarquer Martin Albrow (1996, p. 1). Ulrich Beck (2000, p. 125), dans l'ouvrage **Qu'est-ce que la globalisation** décrit le passage de la "première" modernité (nationale) à la "seconde" modernité (globale) dans des termes sociologiques comme "une transformation fondamentale, un changement de paradigme, un départ dans le monde inconnu de la globalité". On peut prétendre légitimement être les témoins, maintenant, de "la fin du monde comme nous le connaissons" (Waters, 1995, p. 158ff). Évidemment, la signification des transformations des universités à

l'époque globale ne peut pas être complètement acquise à l'extérieur du contexte des changements subis actuellement par l'ordre économique mondial et l'État-nation, qui coïncident également, pour nous tourner vers des raisons plus philosophiques, avec l'écroulement de la modernité (Kwiek, 1998).

L'incertitude au sujet de la future place de l'institution universitaire dans le cadre de la culture grandit avec les changements structurels qui se produisent dans l'économie, la culture et la politique. Il arrive de plus en plus que les petits États-nation ne sont plus des partenaires égaux pour le grand capital (voir Holton, 1998, pp. 81-107; Barnett et Cavanagh, 1997; Friedman, 1999). État-nation en tant que projet politique et culturel - mais, malheureusement, pas le nationalisme - paraît connaître un déclin dans l'environnement déterminé par la globalisation, qui constitue en elle-même le sujet d'un après débat dans les sciences politiques (ces processus peuvent être observés clairement à la fois dans les pays de l'Union Européenne, dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Est qui essaient d'y adhérer, ainsi que dans les pays des deux Amériques). On doit être d'accord avec Ulrich Beck qui souligne qu'un des traits constants de la globalisation est le renversement de la prémisse basique de la modernité, "l'idée que nous vivons et agissons dans les espaces auto-joints des États nationaux et leurs sociétés nationales respectives" (Beck, 2000, p. 20). La globalisation est "la compression du temps/espace" (Bauman, 1998), la "victoire sur la distance" (Beck, 2000), *la fin de la géographie* (Paul Virilio), permettant aux gens, aux marchandises et à l'information de voyager librement.

SÉPARER L'UNIVERSITÉ ET LA NATION

On pourrait risquer l'affirmation suivante: à l'époque de la globalisation, l'identité nationale cesse d'être le lien social le plus important et par conséquent sa production, sa propagation et son inculcation – c'est à dire les idéaux qui se retrouvent à la base du projet moderne de l'université - cessent d'être des tâches sociales cruciales. La mission sociale traditionnelle, moderne de l'université comme un bras institutionnel de l'État-nation a été remise en question de manière inattendue après deux siècles de prédominance culturelle. L'université comme nous la connaissons - l'université moderne (Rothblatt, 1997; Rothblatt et Wittrock, 1993) – se retrouve dans une position délicate et compliquée à l'heure actuelle: le grand projet culturel de la modernité qui a assis l'université au centre même de la culture – en association avec l'institution de l'État-nation – risque d'être mise progressivement à l'écart. Après deux cents ans – pas plus de deux cents ans! – on ne sait pas à quelle grande idée régulatrice, au cas où celle-ci existe, peut se rapporter l'université à la recherche de son actuelle *raison d'être*⁶. A ses débuts modernes, comme le fait remarquer Bill Readings (1996) dans son ouvrage **The Conflict of the Faculties**, en s'associant à Kant (1799), l'idée régulatrice en question était la raison des Lumières⁷; ensuite, pour Schleiermacher et Humboldt, l'idée était la culture dans un sens actif de *Bildung*, se cultiver soi-même comme un sujet de l'État-nation (Richardson, 1984). Doit-on donc aujourd'hui, comme le dit Alain Renaut, *oublier Berlin* (Ferry et Renaut, 1995, p. 138; Allègre, 1993)?

L'université ne paraît plus être capable de maintenir son rôle moderne d'institution culturelle intimement reliée à l'État-nation de l'Europe des Lumières et post-Lumières. Dans le monde global d'aujourd'hui, les références à la culture nationale comme *raison*

d'être de l'université semblent de moins en moins convaincantes, surtout si on prend en considération que l'État lui-même, le partenaire et l'autre partie de l'accord, subit lui-même des transformations, et on met de côté son passé, c'est à dire ses obligations modernes vis-à-vis de l'université (voir Bender, 1998).

Le monde universitaire comprend parfaitement qu'il n'y aura probablement plus jamais un retour au niveau de financement des universités (à la fois dans les sciences naturelles et dans les sciences humaines) de l'époque de la Guerre Froide, une période de rudes compétitions (inter)nationales (voir Hovey, 1999). L'Union Européenne, par exemple, ne semble pas avoir nécessairement besoin d'universités nationales, étant donné que l'enseignement et la recherche sont censées viser plutôt l'unification que l'isolement des traditions nationales particulières. Les références à la raison ou à la culture ne sont plus persuasives dans le cadre de la société.

Ces idées n'ont plus de sens politique (et économique) parce que la configuration globale de la politique et de l'économie a changé. Dans la nouvelle configuration globale, l'économie est de plus en plus indépendante de la politique. C'est une fois de plus le cas de prendre en considération la thèse proposée par Dani Rodrik (1997) que "le défi le plus sérieux pour l'économie mondiale dans les années qui suivent réside en le fait de rendre la globalisation compatible avec la stabilité sociale et politique nationales -... en assurant que l'intégration économique internationale ne contribue pas à la désintégration sociale nationale". Le pouvoir de l'État comme tel est perçu de plus en plus simplement comme une cation d'administration et de moins en moins comme le gouvernement des esprits nationaux (Bauman, 1998, pp. 55-76; Albrow, 1996, pp. 163-183).

VERS L'UNIVERSITÉ - ENTREPRISE

Comme l'idée de "culture" (et surtout, mais pas exclusivement, la culture "nationale") cesse d'être efficace pour le fonctionnement de l'institution de l'université, c'est à dire l'idée de "culture" inventée par les philosophes allemands et acceptée dans le monde entier comme une idée régulatrice qui se trouve derrière le fonctionnement de l'université (voir, par exemple, Schelling, 1963; Schleiermacher, 1994; Kant, 1970 et 1979; et Humboldt, 1979), on doit chercher de nouvelles idées. Il s'avère cependant que les grandes idées comme celles qui peuvent résister en étant privées de références sociales sont très difficilement, sinon impossibles à trouver dans l'ensemble d'idées qui sont disponibles actuellement. En même temps, la logique impitoyable du consumérisme suscite l'idée qui a été saluée avec enthousiasme par les meilleures universités américaines: "l'excellence dans l'enseignement", derrière laquelle se trouvent les idéaux de la connaissance (ou simplement la certification) la plus utile, de succès et la plus rapidement acquise. Comme de nombreux analystes du phénomène le font remarquer, il semble approprié que l'université en tant qu'institution devienne une corporation orientée vers le consommateur gouvernée de manière bureaucratique⁸. Pour citer juste une recommandation: "la seule chose que l'enseignement supérieur doit faire, paraît-il, est de vendre ses marchandises et ses services sur la place du marché comme d'autres firmes..." (Leslie et Fretwell, 1996, p. 31).

De cette perspective, les mots-clé pour la description de l'université sont les suivants: directorial, corporatiste, d'entreprise⁹, ainsi que la corporatisation, la marketisation et le "capitalisme universitaire."¹⁰

Les questions à soulever peuvent être formulées de la manière suivante: Quel est l'avenir de l'université privée de sa mission moderne orientée vers la culture, État et la nation? Doit l'université vraiment se diriger vers le modèle d'une entreprise de mieux en mieux dirigée, une structure bureaucratique qui se bat sur le marché contre les autres structures bureaucratiques isolées similaires à la recherche de consommateurs des services d'enseignement qu'ils veulent continuer à vendre (c'est-à-dire, de changer de cap "de l'académie collégiale à l'entreprise corporatiste", comme Ian McNay (1995) décrit le processus? Comment, dans un sens social, se présenterait-t-elle une (potentielle) université de simples consommateurs?¹¹ (11)

Ou, comme on le montre dans un superbe ouvrage, **Universities and Globalization** (Currie et Newson, 1998), les questions pourraient être les suivantes: Sommes nous en péril par le fait de dériver les pratiques universitaires directement du monde des affaires? Est-ce que l'université sera capable dans ces circonstances de maintenir ses jugements critiques au sujet de la société? Deviendront-ils les scientifiques des entrepreneurs ("capitalistes universitaires")? Est-elle l'activité universitaire toujours unique dans notre culture? Est-ce que la globalisation est un "régime de vérité" dans le sens de Foucault (voir Ball, 1990), un nouveau fondamentalisme, dont l'impact sur l'enseignement supérieur sera révolutionnaire? Enfin, est-il l'enseignement supérieur simplement une denrée privée ou est-il un bien public?¹²

En même temps, un contexte moins culturel et philosophique et plus économique et politique pourrait être décrit comme suit: "La plupart des démocraties occidentales sont maintenant en proie à une réforme de leurs institutions de État providence. L'université moderne, en tant que préleveur considérable sur les ressources publiques, est une partie de [État providence].... La mutation primordiale dans tous ces pays est que État ne peut plus se permettre de payer les montants requis, surtout à la lumière de la mondialisation croissante de l'économie" (Melody, 1997, p. 76).

Pou retourner un instant à la question de l'emploi de l'université aujourd'hui si elle ne fournit plus la légitimation du pouvoir en construisant l'identité nationale: peut-être que l'université pourrait jouer un rôle important, par exemple, en soutenant les (déjà partiellement oubliés) idéaux de la société civile?¹³

La question qui se pose est : qui a besoin de ces idéaux? La société, sûrement, depuis que de manière assez paradoxale la société n'a désormais aucune bonne source d'où les apprendre. Mais comment passer des idéaux nationaux aux idéaux civils qui seraient privés en principe de références locales? Le processus du passage des universités américaines de l'idéal de la culture (américaine) à l'idéal d'une corporation (éducative) financièrement indépendante - communément connu sous le nom de leur "corporatisation" (Newson, 1998, p. 108ff.) - ne vaut sûrement pas la peine d'être copié sans un débat supplémentaire autour de ses implications. La seule question qui se pose est en quelle mesure il existe encore le choix dans notre monde de plus en plus

homogène. S'il y avait un tel choix, et envisageons donc cette possibilité de manière optimiste, l'université pourrait devenir un centre pour la pensée pluraliste, pluriperspective qui aurait affaire aux idéaux de la société civile dans un monde de type de plus en plus corporatiste du capital global (voir Soley, 1995; Beck, 2000; Bauman, 1998).

Une université qui a consenti à fonctionner dans une structure déterminée purement par la logique de l'économie (néo-libérale) deviendrait, dans le temps, une simple corporation (et ne trouverait aucune consolation dans le fait qu'elle est une "corporation éducationnelle"). Ce serait la fin de l'université en tant qu'institution moderne. On doit par conséquent être d'accord avec Slaughter et Leslie (1997, p. 1) affirment que "l'enseignement supérieur comme institution et le corps enseignant comme sa main d'œuvre se retrouvent devant un changement sans précédent dans ce siècle". Une telle situation ne voudrait évidemment pas signifier la fin de l'université comme telle; mais simplement la fin d'une certaine façon de la concevoir, une conception à laquelle s'est familiarisée la société sur une période de deux siècles. L'université sans son orientation étatique et nationale (c'est-à-dire, de-idéologisée) paraît être forcée par les conjonctures externes à se trouver une nouvelle place dans la culture, puisque si elle ne trouve pas de place, elle deviendra une corporation éducationnelle chargée de la formation rapide, bon-marché et efficace de spécialistes - de préférence très rapidement, très bon-marché et très efficacement.

Les changements sociaux et culturels ont lieu aujourd'hui avec une vitesse inimaginable il y a quelques décennies. Le monde change plus rapidement, mais l'université a une influence de moins en moins importante sur la direction prise par ces changements (si elle a jamais eu une influence). Elle n'est plus un partenaire au pouvoir (de État-nation); elle est devenue un des plusieurs articles budgétaires qui devrait être coupé ou réduit de manière préférable. Une chose est certaine: rien n'est permanent ou garanti dans la culture, ni le statut ni la place, le rôle ou la tâche sociale. Ce fait est bien connu par tout ceux dont l'influence dans la culture a été radicalement réduite.

ESQUISSE DE CONCLUSION

Donc, le déclin potentiel du projet de la modernité et de État-nation annonce le déclin potentiel de l'institution de l'université moderne, exigeant à cette dernière à se trouver une nouvelle place dans le cadre de la culture et de nouvelles idées censées soutenir l'organisation de son fonctionnement au même moment où la coopération harmonieuse entre le pouvoir et la connaissance - ou, plus précisément, de la politique de État-nation et de la conscience nationale fournie par l'université - est arrivée à ses fins. La globalisation provoque la dévalorisation de tous les projets nationaux, parmi lesquels se trouve l'institution de l'université (étatique et nationale). Si derrière l'université ne subsistent plus les idées de nation, de raison et de culture (nationale), alors on doit découvrir de nouvelles idées, ou l'université est condamnée à se rendre à la logique fourre-tout du consumérisme. Dans cette logique, l'université, libre de ses associations avec le pouvoir, dépourvue de ses missions nationale et étatique modernes, existe simplement pour "vendre" son "produit" éducationnel comme une corporation éducationnelle bureaucratique. L'étude de l'avenir de l'institution de l'université est

inséparable de l'étude de celle-ci dans le cadre du grand projet culturel, philosophique et politique de la modernité avec ses idées de État-nation et, par la suite, de État providence.

Pour résumer, le fait de repenser les conséquences sociales, politiques et culturelles de la globalisation représente une tâche cruciale pour les sciences humaines d'aujourd'hui. Le déclin de État-nation, même perçu comme sous l'aspect de céder seulement un peu de terrain du pouvoir à de nouveaux acteurs politiques transnationaux, est strictement lié aux violents processus de globalisation qui, par conséquent, devraient mener à la redéfinition de telles notions fondamentales pour les sciences humaines, comme la démocratie, la liberté et la politique. Il mène aussi à la redéfinition du rôle social de l'université. Dans la situation provoquée par l'apparition du marché global, de l'économie globale et le retrait de État (aussi appelé la décomposition de État providence), une délibération constante est exigée au sujet des nouvelles rapports entre État et l'université à l'époque globale.

Pour le moment, une des conclusions provisoires de l'auteur, dans sa qualité d'analyste des politiques publiques, serait la suivante: on devrait éviter de concevoir les questions relatives à l'enseignement supérieur en les isolant de ce qui se passe généralement dans la sphère publique et, de nos jours, dans l'institution de État. Ces changements influencent et continueront à influencer la réflexion au sujet de l'enseignement supérieur; donc, il s'impose de connaître leur agissements. Il est inutile de continuer à faire référence aux droits acquis par l'université pendant la période de la modernité (les droits acquis à l'époque des États nationaux), étant donné que la modernité risque de n'être plus là. Les États redéfinis peuvent avoir des obligations différentes et des pouvoirs différents, et il n'est pas tout à fait certain que les systèmes nationaux d'enseignement supérieur, ainsi que les universités, appartiendront à leur sphère basique de responsabilité sociale. État à l'échelle mondiale est lui-même en train de lutter pour trouver sa propre place dans un nouvel ordre global et, peu importe ce qu'il déclare au public général, les questions de l'enseignement supérieur peuvent lui apparaître d'une importance secondaire.

Les universitaires vivent une période de changement révolutionnaire. Bien qu'ils connaissent le point de départ, le point d'arrivée reste heureusement encore inconnu. Le défi consiste à essayer d'influencer les changements afin que les institutions universitaires puissent se développer comme dans le passé.

NOTES :

1. L'auteur souhaite remercier pour le soutien qu'il a reçu, pour l'écriture de cet article, de la part du Centre pour l'étude des politiques de l'Université Centre-Européenne (Budapest, Hongrie), sous la forme d'une bourse de l'Institut International pour une Société Ouverte.

2. Voir, par exemple, le chapitre au sujet de la séparation entre État et l'économie à l'époque du déclin des États-nation ("Après l'État nation – quoi d'autre?") dans l'excellente étude de Zygmunt Bauman, **Globalisation. The Human Consequences** (Cambridge: Polity Press, 1998), ainsi que l'ouvrage de Martin Albrow écrit de la perspective de l'écroulement de l'État-nation à la suite de la confrontation avec la globalisation, **The Global Age: State and Society Beyond Modernity** (Cambridge: Polity Press, 1996).

3. Richard J. Barnett et John Cavanagh (1997, p. 19) écrivent: "... aucune idéologie politique ou théorie économique n'est encore arrivée à prendre en compte le changement tectonique qui s'est produit. État-nation moderne... se présente de plus en plus comme une institution d'une époque passée". Voir également Saskia Sassen (1996), ainsi que Jean-Marie Guéhenno (1995). Guéhenno établit clairement une relation entre l'année 1989 et l'écroulement subite de l'État-nation: "1989 marque le crépuscule d'une longue époque historique dont l'État-nation, en émergeant progressivement des ruines de l'Empire romain, était la culmination" (p. xii).

4. Andy Green (1997) questionne le rôle de l'enseignement à "l'époque post-nationale" et conclut que, d'après les théories de la globalisation, le système de l'éducation nationale devient "defunct, à la fois sans objet, anachronique et impossible" (p. 3ff).

5. Comme Janice Dudley l'affirme (*in* Currie et Newson, 1998, p. 27): "État devient de plus en plus insignifiant lorsqu'il doit affronter la 'réalité' de l'ingouvernabilité des forces du marché international/global. Les États-nation sont essentiellement inefficaces devant les forces du marché global, ainsi que l'époque de l'État-nation tout puissant paraît effectivement être dépassée. La gestion économique nationale et les stratégies nationales politiques et sociales deviennent de plus en plus désuets. Les marchés internationaux et les marchés de capitaux internationaux opèrent en dehors du contrôle des gouvernements nationaux.... État est réduit au rôle de "vigile de nuit" du libéralisme classique - maintenir l'ordre public, protéger la sainteté du contrat, et fournir seulement le niveau de bien-être nécessaire pour protéger la propriété et faciliter le libre cours des marchés capitalistes."

6. Les textes au sujet de l'institution de l'université écrits par les philosophes allemands du XIXe siècle ont été rassemblés dans le volume français, **Philosophies de l'Université: L'idéalisme allemand et la question de l'Université**, édité par Luc Ferry et Alain Renaut, Paris: Payot, 1979.

7. Voir la superbe édition allemande-anglaise du **The Conflict of the Faculties** de Kant, New York: Abaris Books, 1979.

8. Le regretté Bill Readings a traité avec une grande pertinence le sujet de l'"Université d'Excellence". D'une perspective plus pratique, deux autres travaux sont plus considérables: **Wise Moves in Hard Times: Creating and Managing Resilient Colleges and Universities** par David W. Leslie et E. K. Fretwell Jr. (San Francisco: Jossey-Bass, 1996) et **Reinventing the University: Managing and Financing Institutions of Higher Education**, édité par Sandra L. Johnson et Sean C. Rush (New

York: John Wiley and Sons, 1995), qui ne laissent pas l'ombre d'un doute au sujet de la direction générale dans laquelle se dirige l'université en tant qu'institution. Son but est de "fournir un produit attirant à un bon prix – offrir à la société de la valeur pour son argent" (Leslie et Fretwell 1996, p. 26). Dans le deuxième ouvrage on peut trouver des affirmations comme: "L'enseignement supérieur ne sera jamais le même. L'Amérique politique et économique a déjà répondu en restructurant fondamentalement leur modalités d'action" (Johnson et Rush, 1995, p. 22). Le temps est arrivé pour que les universités répendent.

9. Il est important de prendre en compte deux ouvrages essentiels parus au cours d'une décennie: Janice Newson et Howard Buchbinder, **The University Means Business: Universities, Corporations and Academic Work** (Toronto: Garamond Press, 1988) et Jan Currie et Janice Newson, eds., **Universities and Globalization: Critical Perspectives** (Londres: Sage, 1998). Les deux ouvrages présentent des rapports et des interprétations détaillés faits par des sociologues et des spécialistes en sciences politiques des phénomènes qui se produisent dans les universités anglophones. Ils expliquent comment l'idéologie du marché libre pénètre l'université sous la forme de pratiques issues directement du monde de l'entreprise (la gestion de haut niveau, les recteurs en tant que PDG, des doyens nommés plutôt qu'élus; la responsabilité, la privatisation, les indicateurs de performance, etc).

10. "Le capitalisme universitaire" est un concept inventé par Sheila Slaughter et Larry L. Leslie. Le diagnostic qu'ils présentent est complètement correct: "la globalisation de l'économie politique à la fin du Vingtième siècle déstabilise les modèles de travail professionnel universitaire développé sur les cent années passées. La globalisation crée de nouvelles structures, motivations et récompenses pour certains aspects des carrières académiques et institue simultanément des contraintes et des arguments de dissuasion pour les autres aspects en rapport avec les carrières" (Slaughter et Leslie, 1997, p. 1).

11. Voir surtout les débats sur la place "unique" de l'enseignement supérieur dans la société en contraste avec son attitude actuelle "de survie" dans **The Postmodern University? Contested Visions of Education in Society** par Anthony Smith et Frank Webster, eds. (Londres: Open University Press, 1997). La seule option toujours valable pour l'université pour se défendre est de mettre en évidence la nature unique de l'expérience universitaire en tant que telle, ce qui, pour dire la vérité, n'est pas suffisant.

12. Toutes ces questions sont à la base de ce volume collectif extrêmement utile.

13. Il est très intéressant de lire ensemble, dans ce contexte, deux textes écrits par Stanley N. Katz: "Peut-il l'enseignement libéral s'en sortir?" (un discours tenu en 1997) et "L'idée de la société civile" (un discours tenu en 1998), les deux disponibles sur son site Internet de l'Université de Princeton.

RÉFÉRENCES

Albrow, Martin. **The Global Age: State and Society Beyond Modernity**. Cambridge: Polity Press, 1996.

Allègre, Claude. **L'Âge des savoirs: pour une renaissance de l'Université**. Paris: Gallimard, 1993.

Altbach, Philip G. "An International Academic Crisis? The American Professorate in Comparative Perspective", **Daedalus** 126 4 (Fall 1997).

Ball, Stephen J. **Foucault and Education: Disciplines and Knowledge**. Londres: Routledge, 1990.

Barnet, Richard J. et Cavanagh, John. **Global Dreams: Imperial Corporations and the New World Order**. New York: Simon and Schuster, 1997.

Bauman, Zygmunt. **Globalization: The Human Consequences**. Cambridge: Polity Press, 1998.

Beck, Ulrich. **What Is Globalization?**. Cambridge: Polity Press, 2000.

Bender, Thomas, ed. **The University and the City: From Medieval Origin to the Present**. Oxford: Oxford University Press, 1998.

Blackwell, Albert. **Friedrich Schleiermacher and the Founding of the University of Berlin**. Lewiston, New York: Edwin Mellen Press, 1991.

Currie, Jan et Newson, Janice, eds. **Universities and Globalization: Critical Perspectives**. Thousand Oaks, California: Sage, 1998.

Ferry, Luc et Renaut, Alain, eds. **Philosophies de l'université: L'idéalisme allemand et la question de l'Université**. Paris: Payot, 1979.

Finn, Chester E. Jr. **A Different Future for Higher Education?** New York: Fordham Foundation, 2000, disponible en-ligne à <http://www.edexcellence.net/library/highred.html>].>

Friedman, Thomas L. **The Lexus and the Olive Tree**. Farrar: Straus and Giroux, 1999.

Green, Andy. **Education, Globalization, and the Nation State**. Londres: Macmillan, 1997.

Guéhenno, Jean-Marie. **The End of the Nation-State**. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1995.

Hovey, Harold A. **State Spending for Higher Education in the Next Decade: The Battle to Sustain Current Support**. Washington D.C.: The National Center for Public Policy and Higher Education, 1999.

Holton, Robert J. **Globalization and the Nation-State**. New York: St. Martin's Press, 1998.

Humboldt, Wilhelm von. "Über die innere und äussere Organisation der höheren wissenschaftlichen Anstalten in Berlin", *in* Luc Ferry et Alain Renaut, eds. **Philosophies de l'Université: l'Idéalisme allemand et la question de l'Université**. Paris: Payot, 1979.

Johnson, Sandra L. et Rush, Sean C. **Reinventing the University: Managing and Financing Institutions of Higher Education**. New York: John Wiley, 1995.

Johnstone, D. Bruce. **The Financing and Management of Higher Education: A Status Report on Worldwide Reforms**. UNESCO World Conference on Higher Education, 1998, disponible en-ligne à <<http://www.gse.buffalo.edu/FAS/Johnston/Readings.htm>>.

Jones, Dennis, Ewell, Peter et McGuinness, Aims. **The Challenges and Opportunities Facing Higher Education: An Agenda for Policy Research**. Washington D. C.: The National Center for Public Policy and Higher Education, 1999.

Kant, Immanuel. **Political Writings**. Cambridge: Cambridge University Press, 1970.

Kant, Immanuel. **The Conflict of the Faculties**. New York: Abaris Books, 1979.

Kwiek, Marek. **Rorty's Elective Affinities: The New Pragmatism and Postmodern Thought**. Poznan: Adam Mickiewicz University Press, 1996.

Kwiek, Marek. "After Philosophy: The Novelist as a Cultural Hero of Modernity?", *in*, **Theoria: A Journal of Social and Political Studies** 92 (décembre 1998).

Kwiek, Marek. **Dilemmas of Identity: On the Self-Image of the Philosopher in Post-War France**. Poznan: Adam Mickiewicz University Press [en polonais], 1999.

Kwiek, Marek. "Gone with the Modern Wind? The National Identity, Democracy, and the University in the Global Age", *in*, Z. Drozdowicz, K. Glass et J. Skaloud, eds. **Von der Emanzipation zum Integration**. Vienne: Österreichische Gesellschaft für Mitteleuropäische Studien/Humaniora, 2000a.

Kwiek, Marek. "The Nation-State, Globalization, and the Modern Institution of the University", **Theoria: A Journal of Social and Political Studies** 96 (décembre 2000b).

Kwiek, Marek. "Ten Years of Reforming Polish Higher Education: From a Global and a Local Perspective", *in* Taras Finikov et Marek Kwiek. **Higher Education in Central and Eastern Europe: Poland and Ukraine**. Kiev: Taxon Publishing House, 2001.

Leslie, David W. et Fretwell, E. K., Jr. **Wise Moves in Hard Times: Creating and Managing Resilient Colleges and Universities**. San Francisco: Jossey-Bass, 1996.

Lucas, Christopher J. **American Higher Education: A History**. New York: St. Martin's Press, 1996.

McNay, Ian. "From the Collegial Academy to Corporate Enterprise: The Changing Cultures of Universities", *in* Tom Schuller, ed. **The Changing University?** Milton Keynes: Open University Press and Society for Research into Higher Education, 1995.

Melody, William. "Universities and Public Policy", *in* Anthony Smith et Frank Webster. **The Postmodern University? Contested Visions of Higher Education in Society**. Milton Keynes: Open University Press and Society for Research into Higher Education, 1997.

Newson, Janice. "The Corporate-Linked University: From Social Project to Market Force", **Canadian Journal of Communication** 23 (1998).

OECD. **Universities under Scrutiny**. Paris: Organisation pour la Coopération et le Développement Economique, 1987.

OECD. **Education and the Economy in a Changing Society**. Paris: Organisation pour la Coopération et le Développement Economique, 1989.

OECD. **Financing Higher Education: Current Patterns**. Paris: Organisation pour la Coopération et le Développement Economique, 1990.

OECD. **Redefining Tertiary Education**. Paris: Organisation pour la Coopération et le Développement Economique, 1998.

Readings, Bill. **The University in Ruins**. Cambridge: Harvard University Press, 1996.

Renaut, Alain. **Les Révolutions de l'Université: Essai sur la modernisation de la culture**. Paris: Calmann-Lévy, 1995.

Richardson, Herbert, ed. **Friedrich Schleiermacher and the Founding of the University of Berlin**. Lewiston, New York: Edwin Mellen Press, 1984.

Rodrik, Dani. **Has Globalization Gone Too Far?** Washington D.C.: Institute for International Economics, 1997.

Röhrs, Hermann. **The Classical German Concept of the University and Its Influence on Higher Education in the United States**. Frankfurt-am-Main: Peter Lang, 1995.

Rothblatt, Sheldon. **The Modern University and Its Discontents**. Cambridge: Cambridge University Press, 1997.

Rothblatt, Sheldon, and Wittrock, Bjorn. **The European and American University since 1800**. Cambridge: Cambridge University Press, 1993.

Sassen, Saskia. **Losing Control? Sovereignty in an Age of Globalization**. New York: Columbia University Press, 1996.

Sassen, Saskia. **Globalization and Its Discontents**. New York: The New Press, 1998.

Schelling, Friedrich W. J. **On University Studies**. Athens, Ohio: Ohio University Press, 1963.

Schleiermacher's Writings on Academia. Lewiston, New York: Edwin Mellen Press, 1994.

Scott, Peter. "Globalization and the University", **CRE—Action** 115 (1999).

Slaughter, Sheila et Leslie, Larry L. **Academic Capitalism: Politics, Policies, and the Entrepreneurial University**. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1997.

Smith, Anthony et Webster, Frank, eds. **The Postmodern University: Contested Visions of Higher Education in Society**. Londres: Open University Press, 1997.

Soley, Lawrence C. **Leasing the Ivory Tower: The Corporate Takeover of Academia**. Boston: South End Press, 1995.

Strange, Susan. **The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the World Economy**. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.

The World Bank. **Higher Education: The Lessons of Experience**. Washington D.C.: The World Bank, 1994.

The World Bank. **The State in a Changing World: World Development Report**. Washington DC: The World Bank, 1997.

UNESCO. **Higher Education in the Twenty-First Century: Vision and Action**. Paris: UNESCO/WCHE, 1998, Rapports disponibles en-ligne à l'adresse: <http://www.unesco.org/education/wche/index.shtml>

Waters, Malcolm. **Globalization**. Londres: Routledge, 1995.